

SYRIE

«Nécessité urgente»
d'une solution politique
selon Brahimi

Photos : DR

Le représentant international pour la Syrie Lakhdar Brahimi a réaffirmé hier vendredi «la nécessité urgente» d'une solution politique pour mettre fin aux violences en Syrie, à l'issue de ses discussions à Genève avec les représentants russe et américain.

M. Brahimi, qui s'exprimait aussi au nom des participants américain et russe à la discussion, a dit combien «ils insistent sur la nécessité urgente d'arrêter l'effusion de sang, les destructions et les violences». «Nous avons souligné à nouveau que de notre point de vue, il n'y avait pas de solution militaire au conflit», a-t-il ajouté.

«Nous avons souligné la nécessité de parvenir à une solution politique basée sur le communiqué de Genève du 30 juin dernier», a-t-il ajouté. Ce communiqué, adopté par les ministres des Affaires étrangères des principaux pays concernés par l'avenir de la Syrie, fruit d'après négociations avec le ministre russe Sergueï Lavrov, prévoyait notamment la mise en place d'un processus de transition politique mais ne disait rien quant au devenir du président Bachar Al-Assad. Ce communiqué reste la pierre angulaire de la position de la Russie.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns et le vice-ministre russe des Affaires étrangères Mikhaïl Bogdanov ont mené hier vendredi à l'ONU à Genève plus de cinq heures de discussions avec l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe.

«Si vous me demandez si une solution s'approche, je ne suis pas sûr que cela soit le cas. Ce dont je suis certain, c'est qu'il y a une absolue nécessité de continuer à travailler à une solution de paix, et c'est la communauté internationale au sens large, en particulier les membres du Conseil de sécurité qui peuvent créer une ouverture nécessaire pour régler effectivement le problème», a ajouté M. Brahimi. Il a indiqué qu'il comptait rendre compte de sa mission au Conseil d'ici la fin du mois, et notamment de ses récents entretiens à Damas. C'est la troisième fois depuis décembre que ce type de rencontre est organisé.

Les chefs de la diplomatie russe et américaine, Sergueï Lavrov et Hillary Clinton, avaient inauguré ce format de discussions le 6 décembre à Dublin. MM. Burns et Bogdanov avaient pris le relais le 9 décembre à Genève. Ils se sont retrouvés à nouveau hier vendredi au siège des Nations Unies à Genève.

Ces discussions se sont jusqu'ici déroulées dans une grande discrétion et peu a filtré sur leur contenu. Cette réunion intervient alors que la Syrie s'est déchaînée jeudi contre M. Brahimi, sans toutefois lui fermer la porte. «Les déclarations de Lakhdar Brahimi montrent sa partialité flagrante en faveur des cercles (conspirant) contre la Syrie et le peuple syrien», a affirmé un responsable du ministère des Affaires étrangères.

Cependant, Damas a refusé de couper les ponts avec le médiateur international. «La Syrie espère toujours le succès de sa mission et continuera à coopérer avec lui dans le cadre de sa vision de la solution politique de la crise syrienne», a précisé le responsable.

Damas réagissait à un entretien mercredi de M. Brahimi avec la BBC où il avait estimé que le plan de sortie de crise présenté dimanche par le chef de l'Etat syrien était «encore plus sectaire et partiel» que les précédents.

AVANCÉE DES ISLAMISTES DANS LE CENTRE DU MALI

Bamako lance un SOS,
Paris tend une oreille attentive

La situation au Mali dérive plus dangereusement vers le pire, depuis jeudi, avec la prise de la ville de Konna par les islamistes d'Aqmi et de leurs alliés du Mujao. Incapable d'y faire face à elle toute seule, Bamako a sollicité l'aide militaire de la France. François Hollande, qui a jugé de la gravité de la situation, a affirmé vendredi que son pays répondra strictement dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'enlèvement de la situation déjà fort préoccupante fait craindre le sabotage irrémédiable de la perspective d'une solution politique à la crise.

Le temps passe et le processus du dialogue tarde à être lancé. Il faut dire que les autorités maliennes de transition ne sont pas très portées sur une telle option. D'ailleurs, elles ne font presque rien pour organiser la conférence nationale du dialogue, laquelle devait associer y compris les deux groupes rebelles du nord du Mali, le mouvement islamiste Ansar Dine et les indépendantes du MNLA. Deux mouvements qui, sous l'entremise des autorités algériennes, ont fini par pactiser pour ensuite revenir sur leur alliance. C'est cette inertie qui a été exploitée par les groupes terroristes, qui sévissent dans le territoire de l'Azawad, pour pousser vers le centre du pays.

Jeudi, une charge d'Aqmi et du Mujao, a contraint les forces régulières maliennes à battre en retraite, abandonnant la ville de Konna. Cette dernière est tombée aux mains des terroristes. Le président malien Diocounda Traoré, dépassé par les événements ou faisant juste

mine, s'est de suite tourné vers la France dont il a sollicité l'aide militaire. Un cri de détresse auquel la France a tendu une oreille attentive, même si elle s'est déclarée respectueuse de la légalité internationale. Et c'est le président Hollande qui a exprimé la position de la France hier vendredi. «La France répondra (...) strictement dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il affirmé lors de la présentation de ses vœux au corps diplomatique, ajoutant : «Je le dis devant vous, nous sommes devant une agression caractérisée qui met en cause l'existence même du Mali.» Cependant, François Hollande a souligné que la France «sera prête à arrêter l'offensive des terroristes si elle devait se poursuivre». L'intention est bien claire. Mais c'est à l'endroit du Conseil de sécurité de l'ONU qu'il faut tourner le regard.

Lors de sa réunion jeudi, le Conseil a appelé à la mise en route immédiate de ses résolutions. Il a également appelé au déploiement rapide de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma). Comme faisant écho à cette résolution du Conseil de sécurité (adoptée



Photos : DR

Diocounda Traoré sollicite l'aide militaire de Paris.

jeudi soir), la coalition des partis politiques au Mali, le Front uni pour la démocratie et la république (FDR) a appelé de son côté à l'intervention immédiate des forces africaines sous la houlette de la Cédéao.

Ces appels pressants pour un passage à l'acte de la force africaine pourraient précipiter l'intervention militaire au Mali, laquelle, pour remarque, est envisagée comme l'ultime recours, après la recherche d'une solution politique négociée. Or le processus du dialogue, préparé à Ouagadougou et à Alger, tarde à s'enclencher à Bamako.

La médiation burkinabè dans la crise malienne devait tenter de relancer, courant janvier, la machine du dialogue fortement carencée, notamment après la

rupture du pacte entre Ansar Dine et le MNLA. Le président malien est attendu à Paris mercredi prochain pour s'entretenir avec son homologue François Hollande. Mais en attendant cette visite, Français et Américains se concertent déjà sur la crise malienne.

Les ministres de la Défense des deux pays se sont entretenus au téléphone. Et à en croire une source malienne reprise par l'AFP, des militaires français et européens se trouveraient déjà sur le sol malien et aideraient l'armée malienne à repousser l'avancée des islamistes vers le sud. L'armée malienne a engagé hier une offensive pour récupérer ses positions perdues après l'avancée jeudi des islamistes.

S. A. I.

Mali : Les masques tombent...



Au moment où l'initiative internationale pour une intervention militaire au Nord-Mali, seule voie pour éradiquer le terrorisme islamiste de la région, se trouve bloquée par les diplomates stériles et les pseudo-pacifistes défaitistes, les groupes armés, eux, ne dorment pas. Après avoir hypocritement souscrit aux efforts de paix initiés par une Algérie bien naïve sur ce coup, ils se lancent à l'attaque des bastions situés au sud de l'Azawad. Ainsi en est-il du mouvement Ansar Dine qui a longtemps louvoyé avant de montrer son vrai visage. Il vient de lancer une offensive contre l'armée malienne dans les zones de Mopti, Boré et Konna et, si rien n'est fait pour le stopper, même le Sud-Mali sera en danger.

Après avoir terrorisé les populations du Nord et instauré la Charia, après avoir mutilé et tué des hommes et des femmes à la fleur de l'âge, après avoir détruit des mausolées et des vestiges de la grande civilisation saharienne, inscrits au patrimoine universel, les voilà qui agissent ouvertement pour conquérir d'autres territoires. Ce qu'ils cherchent, ce n'est pas l'autonomie de l'Azawad comme le veut le MNLA aux revendications identitaires claires dans le cadre d'un Mali uni, mais s'étendre partout à travers le Sahel afin de constituer un nouvel émirat qui irait

jusqu'au Soudan à l'est et au Nigeria, au sud. Ce nouvel Afghanistan, pour lequel travaillent tous les djihadistes dans notre région, pourrait voir le jour plus vite qu'on ne le pense. Sa création est facilitée par le regroupement de divers mouvements d'Aqmi ainsi que par l'arrivée d'armement lourd et léger provenant de la Libye imposée. Par notre silence, par les bâtons que nous mettons à une action rapide et efficace des forces armées africaines, aidées et soutenues par l'Otan et les Américains, nous agissons objectivement, mais sûrement inconsciemment, pour la création de ce futur Etat terroriste implanté au cœur de l'Afrique et qui sera un danger réel pour tous les pays de la région, y compris le nôtre. Se taire davantage ou cautionner

les diplomates du bla-bla et de l'inaction qui proposent, ni plus, ni moins, que de ne rien faire devant les ambitions affichées de l'islamisme armé au cœur de l'Afrique, est une attitude négative, improductive et porteuse de lourdes responsabilités le jour où il faudra faire les bilans. Peut-être que ces farouches défenseurs des négociations virtuelles et qui déroulent le tapis rouge devant des terroristes pur sang, se réveilleront le jour où des barbus survoltés seront aux portes de Bamako !

Agir n'est pas un acte que l'on évalue à travers les prismes des grands principes philosophiques ou selon des normes manichéennes. Agir nous est imposé par notre stature de sous-continent disposant de la première force armée dans la région. Force bénéfici-

ant d'un équipement et de moyens semblables à ceux de certains pays européens ! L'Algérie est trop grande pour les petites ambitions et les couchetôts qui veulent ne protéger que leurs petits jardins en oubliant que le méchant loup est partout et que le combattre ici sans le poursuivre là-bas est pure perte de temps. Dans la vie, on ne choisit pas son destin et l'effort quotidien à faire est souvent d'adapter son attitude aux besoins du moment, en comprenant les enjeux, tous les enjeux, et en veillant à ne pas se laisser dépasser par les événements. Ceci est valable pour les hommes comme pour les nations.

A nos frères maliens, nous disons comprendre leurs motivations profondes qui ne sont guère différentes des nôtres : que l'Etat national soit présent partout, que son autorité républicaine ne soit bafouée nulle part, que les groupes qui respectent l'unité territoriale et revendiquent des politiques différentes soient écoutés...

A défaut de nous engager au nom de la puissance régionale que nous sommes, ne donnons pas davantage de temps aux fossoyeurs de l'unité malienne et encourageons une rapide intervention militaire qui répondra, par la force, aux ennemis de la démocratie et de la paix !

M. F.